



RÈGLEMENT DE CONSULTATION

CONSULTATION N° TRAHEND2601

Marché d'exploitation et de maintenance, assorti d'une clause d'astreinte, des installations de Chauffage, d'Eau Chaude Sanitaire, de Ventilation, de Climatisation, de Désenfumage mécanique et de compartimentage pour l'HOPITAL MARIN DE HENDAYE AP-HP

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE

Au sens de l'article R.2123-1-1° du code de la commande publique

Publication BOAMP - Avis adressé le : 30/01/2026

Date limite pour toutes questions : 13/02/2026 à 18H00

Date et heure limites de remise des candidatures et des offres :
LUNDI 23 février 2026 à 12H

Conditions de visite des lieux : OBLIGATOIRE – Voir article 9.2 du présent document

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire.

Conformément à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, les offres doivent être déposées par voie électronique sur le profil acheteur de l'AP-HP : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Depuis cette plateforme :

- ☒ Les candidats téléchargent le dossier de consultation, c'est l'unique moyen qu'ont les candidats pour obtenir le DCE.
- ☒ Les candidats adressent leurs questions, c'est l'unique moyen qu'ont les candidats pour adresser leurs questions.
- ☒ Les candidats déposent leur pli contenant l'offre, c'est l'unique moyen qu'ont les candidats pour adresser leurs dossiers d'offre et de candidature.
- ☒ Les notifications de rejet sont adressées aux candidats évincés.
- ☒ La notification du marché est adressée au candidat retenu.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	1/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

PRESENTATION DU SITE

L'Hôpital Marin de Hendaye est un établissement SMR de 288 lits et 12 places d'hospitalisation de jour de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), situé au Pays Basque dans un environnement privilégié face à l'océan.

L'établissement est classé ERP type U de 3^e catégorie pour la majorité des bâtiments. L'architecture est de type pavillonnaire. Les bâtiments sont constitués de 1, 2 ou 3 niveaux.

L'Hôpital Marin de Hendaye est situé sur le territoire de la commune de Hendaye, ville frontalière avec le Pays Basque espagnol dans le département des Pyrénées Atlantiques en région Aquitaine. Il se déploie sur une superficie de 11,5 ha au bord de l'Océan Atlantique.

L'établissement reste en fonctionnement 24H/24 et 365J/365. Il s'agit d'un impératif majeur pour lequel la responsabilité du Titulaire est engagée.

Dans le cadre des prestations à assurer, il est attendu du Titulaire qu'il mette en œuvre un système d'astreinte disponible 24H/24 et 7J/7, garantissant un point de contact unique, joignable en permanence et clairement identifié

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	2/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION DU SITE	2
ARTICLE 1 – ACHETEUR PUBLIC	5
1-1 – Dénomination de l’acheteur public.....	5
1-2 – Type d’acheteur.....	5
ARTICLE 2 – OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 - Objet de la consultation	5
2.2 - Type	6
2.3 – Durée de l’accord-cadre	6
2.4 – Allotissement.....	7
2.4.1 – Code CPV : vocabulaire commun pour les marchés public.....	7
2.5 - Forme des prix.....	7
2.5.1 - Forfait	7
2.5.2 - Hors forfait	7
2.6 - Lieu d’exécution	7
2.7 - Variantes et prestations supplémentaires	7
2.7.1 - Prestations Supplémentaires Eventuelles (P.S.E.) avec chiffrage imposé	7
2.8 - Modalités d’obtention du dossier.....	8
2.8.1 - Contenu des documents de la consultation	8
2.8.2 - Renseignement sur le DCE téléchargé par voie électronique.....	8
2.9 - Délai de validité des offres	9
2.10 - Interruption de la consultation	9
2.11 - Modification de détail au dossier de consultation	9
2.12 – Modalités de modifications de marché en cours d’exécution	9
2.13 - Prestations similaires.....	9
ARTICLE 3 / INFORMATIONS D’ORDRE FINANCIER / CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	10
3.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	10
3.1.1 - Caution	10
3.1.2 – Avance	10
3.2- Conditions relatives au marché	10
3.2.1 - Forme Juridique en cas de groupement d’opérateurs économiques	10
3.2.2 - Sous-traitance.....	10
ARTICLE 4 – CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D’OFFRE	12
4.1 – Généralités	12
4.2 – Candidature et offre	12
4.2.1 – Constitution du dossier de candidature.....	12
4.1.1.1- Informations complémentaires sur le Dossier de la candidature.	14

4.1.1.2- Possibilité de régularisation du dossier de candidature.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.2 – Constitution du dossier d’offres techniques et financières (projet de marché).....	14
4.3 - Unité monétaire utilisée.....	15
ARTICLE 5 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	15
5.1 – Remise des plis par voie électronique.....	15
5.1.1 - Présentation du pli dématérialisé	15
5.1.2 - Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé.....	16
5.1.3 - Transmission et signature électronique	16
5.1.4 - Sécurité et confidentialité des réponses	17
5.1.5 - Anti-virus	18
5.1.6 – Copie de sauvegarde	18
5.1.7 - Gestion des hors délai.....	19
ARTICLE 6 – ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	20
6.1 - Enregistrement des offres et sélection des candidatures.....	20
6.2 - Jugement des offres	20
6.2.1 – Modalités relatifs au jugement des offres	21
6.3 – Négociations	22
ARTICLE 7 – NOTIFICATIONS DES RESULTATS	23
ARTICLE 8 –VOIES DE RECOURS.....	24
8.1 - Introduction des recours	24
ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES – VISITE SUR SITE OBLIGATOIRE	24
9.1 - Renseignements complémentaires.....	24
9.2. - Visite sur site obligatoire et traitement des questions.....	24
9.2.1 – Questions pendant la visite	24

ARTICLE 1 – ACHETEUR PUBLIC

1-1 – Dénomination de l'acheteur public

ACHETEUR	ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS HOPITAL MARIN DE HENDAYE
POUVOIR ADJUDICATEUR	Madame Delphine BART, Directrice, Représentante du Pouvoir Adjudicateur par Délégation du Directeur Général de l'AP-HP
ADRESSE	Route de la corniche – BP 40139
CODE POSTAL – LOCALITE	64701 HENDAYE Cedex
COURRIEL CELLULE MARCHÉ	hnd-cellule-des-marches@aphp.fr
ADRESSE DU PROFIL D'ACHETEUR	https://www.marches-publics.gouv.fr
<u>RESPONSABLES DU MARCHÉ</u>	
M. Franck DUPONT	Responsable du Suivi des Opérations Travaux, des Services Techniques et des Sécurités. Courriel : franck.dupont2@aphp.fr
M. Bertrand BOCHE	Responsable maintenance TCE, sécurité incendie, sûreté, anti- malveillance et gestion des flux Courriel : bertrand.boche@aphp.fr

1-2 – Type d'acheteur

Etablissement public de santé.

ARTICLE 2 – OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION

2.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet un marché d'exploitation et de maintenance, assorti d'une clause d'astreinte des installations de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation, de climatisation, désenfumage mécanique et de compartimentage pour l'HOPITAL MARIN AP-HP.

Le Titulaire a une obligation de résultat.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et à son annexe n° 3. Les équipements sont détaillés en annexes n° 1 (n° 1-A à n° 1-G) du C.C.T.P. L'annexe n° 2 du C.C.T.P. concerne la situation des locaux.

Le marché comprend une partie forfaitaire et une partie à bon de commande.

En effet, le présent marché est un marché mixte, il comporte :

- Des prestations à prix global et forfaitaire d'entretien courant qui comprennent la maintenance préventive et corrective, l'astreinte et le remplacement contractuel lié à l'entretien, engagés dès la notification du marché.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	5/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

➤ **Des prestations ponctuelles à prix unitaires, après émission de bons de commande, qui concernent :**

- Les prestations spécifiques détaillées dans le BPU, annexé à l'acte d'engagement.
- La fourniture des matériels en remplacement des matériels défectueux, non comprise dans le forfait ;
- Les prestations de réparation et de remplacement d'éléments consécutifs à des dégradations, casses ou des modifications de l'installation hors forfait.

2.2 - Type

Marché de services.

La procédure de consultation mise en œuvre est la procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1-1° du code de la commande publique.

Les prestations donneront lieu à l'établissement d'un accord cadre mono attributaire, comportant des prestations traitées à prix :

Mixte, avec une part à prix forfaitaire et une part à prix unitaires traitées à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R.2162-1, R.2162-4 2° et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant est sans montant minimum avec un montant maximum.

Le montant maximum du marché est fixé en prenant en compte le montant des prestations forfaitaires du marché sur la durée maximale du marché soit trois (3) ans, augmenté des prestations non comprises dans le forfait sur cette même durée maximale de trois (3) ans.

Pour la partie des prestations conclues à prix unitaires (BPU), le montant maximum que le Représentant du Pouvoir Adjudicateur est susceptible d'engager pour toute la durée du marché public est le suivant :

Montant minimum en € HT	Montant maximum sur 3 ans en € HT
Sans objet	30 000,00€ HT

Nota : L'accord cadre sera conclu sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu à un engagement ferme sur le montant maximum défini ci-dessus. Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) et dans les conditions définies au C.C.A.P. Le Titulaire reconnaît que le volume des prestations à réaliser (hors prestations forfaitaires) pourra varier et, qu'aucune garantie n'est donnée quant au montant total des commandes qui seront passées durant la durée du marché.

2.3 – Durée de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu pour une première période **d'un (1) an à compter du 1^{er} avril 2026.**

Il pourra être reconduit par tacite reconduction, deux (2) fois pour une durée d'une (1) année, conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique. Le Titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, l'Hôpital Marin se prononcera au moins six (6) mois avant la fin de la période. En cas de non-reconduction, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La durée totale du marché ne peut excéder **trois (3) ans.**

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	6/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

2.4 – Allotissement

Lot unique – Les prestations objet du marché ne sont pas alloties du fait que les prestations portent sur un périmètre unique des installations et nécessitent d’être réalisées par un prestataire unique afin de faciliter l’exécution des prestations.

2.4.1 – Code CPV : vocabulaire commun pour les marchés public

Code CPV principal : 50700000-2 : services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

50720000-8 : Services de réparation et d'entretien de chauffage central.

50721000-5 : mise en état d’exploitation d’installations de chauffage.

50730000-1 : Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération.

La réglementation applicable est celle concernant les Établissements Recevant du Public (ERP) de U.

2.5 - Forme des prix

2.5.1 - Forfait

Les prestations comprises dans le forfait sont à **prix global et forfaitaire** au sens de l’article R. 2112-6.2° du code de la commande publique. Les prestations comprises dans le forfait sont couvertes par un forfait annuel selon les conditions figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), annexée à l’acte d’engagement.

2.5.2 - Hors forfait

L’HOPITAL MARIN de HENDAYE pourra confier au Titulaire dans le cadre du présent marché, des prestations non comprises dans le prix forfaitaire et décrites au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), annexé à l’acte d’engagement.

En tout état de cause, le montant des prestations à prix unitaires ne pourra pas dépasser le montant maximum de **30 000,00€ HT** sur la durée maximale du marché, soit 3 ans.

L’accord-cadre est révisable à partir de la 2e année du contrat selon les modalités définies à l’article 7.4 du C.C.A.P.

2.6 - Lieu d’exécution

Hôpital Marin de Hendaye AP-HP – Route de la corniche - 64700 HENDAYE

Code Nuts : FR615

2.7 - Variantes et prestations supplémentaires

En vertu de l’article R.2151-8 2° du code de la commande publique, il est précisé qu’aucune variante libre n’est autorisée par l’acheteur.

2.7.1 - Prestations Supplémentaires Eventuelles (P.S.E.) avec chiffrage imposé

- ☒ Oui
☐ Non

Le marché fait l’objet de Prestations Supplémentaires Eventuelles qui doivent être impérativement chiffrées par le soumissionnaire.

- PSE N° 1 : installations du bâtiment CAMINO (Livraison prévue fin 2026) – Voir article 2.1.1 du C.C.T.P
- PSE N° 2 : installations du Plateau Technique de Rééducation (Livraison prévue courant 1er semestre 2027) - Voir article 2.1.2 du C.C.T.P.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	7/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

- PSE N° 3 : installations du bâtiment ADAMSI (Livraison prévue courant 2028) – Voir article 2.1.3 du C.C.T.P.
- PSE N° 4 : nettoyage et hygiénisation de la VMC sanitaire de l'ensemble de l'HOPITAL (voir article 2.1.4 du C.C.T.P.).

2.8 - Modalités d'obtention du dossier

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est disponible, gratuitement en accès direct et non restreint et complet, en le téléchargeant sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> Le présent avis est également publié sur le site www.boamp.fr

2.8.1 - Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation sont disponibles en les téléchargeant sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

- le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - . la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (D.P.G.F.) ;
 - . le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
 - Annexe 1 : inventaire des installations :
 - Annexe 1-A - inventaire des installations de Chauffage, ECS, Vapeur
 - Annexe 1-B - inventaire des installations : ballons électriques
 - Annexe 1-C - inventaire des installations : disconnecteur
 - Annexe 1-D - inventaire des installations : froid
 - Annexe 1-E - inventaire des installations : climatiseurs
 - Annexe 1-F - inventaire des installations : extractions
 - Annexe 1-G - inventaire des installations : désenfumage, compartimentage
 - Annexe 2 : situation des locaux
 - Annexe 3 : détail des prestations en fonction des installations décrites, ci-dessus, à l'annexe n° 1.
- un modèle d'attestation sur l'honneur de non-interdiction de soumissionner ;
- le plan du site ;
- l'attestation de visite à compléter par le Maître d'Ouvrage.

2.8.2 - Renseignement sur le DCE téléchargé par voie électronique

Le Dossier de Consultation des Entreprises est disponible en accès libre et complet via son téléchargement par chaque candidat sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'acheteur attire l'attention des opérateurs économiques sur le soin particulier qu'ils doivent consentir, lors du retrait du dossier de consultation par voie dématérialisée, à leur identification sur le profil d'acheteur (la plateforme www.marches-publics.gouv.fr).

En effet, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure. Le caractère opérant de l'adresse électronique est constitué des 3 conditions cumulatives suivantes :

- L'adresse électronique est correctement saisie dans le formulaire dédié du profil d'acheteur ;
- La consultation de la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est effectuée par une ou plusieurs personnes physiques diligentes faisant partie de l'organisation de l'opérateur économique dédiée au traitement de la procédure de marché public ;
- La boîte de réception afférente à l'adresse électronique est quotidiennement consultée.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	8/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

Seule fait foi l'adresse électronique libellée dans le registre de retrait des dossiers de consultation généré par le profil d'acheteur (émanant de la saisie informatique de l'opérateur économique dans le formulaire dédié du profil d'acheteur). Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre l'acheteur et l'opérateur économique.

En l'absence de la saisie d'une adresse électronique opérante, l'opérateur économique ne pourra se prévaloir à l'encontre de l'acheteur d'un défaut d'information ou d'un défaut de formalité requise et des conséquences en résultant.

2.9 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.10 - Interruption de la consultation

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse. En application des articles R.2185-1 et R.2185-2 du code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

2.11 - Modification de détail au dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du Cahier des Clauses Techniques (C.C.T.P.), dans le cadre de l'offre proposée. Ils doivent en respecter l'intégralité des prescriptions.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard, 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.12 – Modalités de modifications de marché en cours d'exécution

En application de l'article R.2194-1 « clauses de réexamen » du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références à l'accord-cadre.
- En cas de rajout de référence sur le B.P.U. suite à des changements (changements technologiques, normes, prestations devenues nécessaires, prestations spécifiques pour un bâtiment ne figurant pas sur le bordereau de prix, etc.).
- En cas de modification de la nature des prestations ou de leur périodicité dans le cadre des prestations forfaitaires.
- En cas d'évolution importantes du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché dans la limite d'une augmentation de 30 % par rapport au prix initial.

Et dans les autres cas décrits à l'article 5.5.1 du C.C.A.P.

2.13 - Prestations similaires

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de travaux similaires au sens de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	9/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

ARTICLE 3 / INFORMATIONS D'ORDRE FINANCIER / CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

3.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget de l'Hôpital Marin de Hendaye AP-HP.

En application des dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours, pour les établissements publics de santé, à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant. Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur à des fins de corrections jusqu'à remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Le mode de règlement choisi par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur est le virement par mandat administratif.

3.1.1 - Caution

Le Titulaire sera dispensé du versement d'une retenue de garantie.

3.1.2 – Avance

Une avance peut être accordée au Titulaire d'un marché dans les conditions mentionnées aux articles R.2191-3 et R.2191.16 du code de la commande publique et suivant les dispositions de l'article 7.7 « avance » du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

3.2- Conditions relatives au marché

3.2.1 - Forme Juridique en cas de groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire Dc1 devra préciser si le groupement est **solidaire ou conjoint, conformément à l'article R.2142-20 du code de la commande publique** et être dûment complété. Les candidatures et les offres devront être soit co-signées par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit signées par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les éléments demandés de la candidature.

En cas de groupement une annexe, à l'acte d'engagement, établie par le mandataire, indiquera la répartition des prestations, en précisant le libellé et le montant de chaque poste.

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

3.2.2 - Sous-traitance

▪ **Si la déclaration de sous-traitance est réalisée au moment de l'offre :**

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de commande publique. Néanmoins, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément aux articles, cités ci-dessus, et dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au Pouvoir Adjudicateur une déclaration mentionnant ;

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	10/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquels le candidat s'appuie.
- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion pour répondre à un marché public.

▪ **Si la déclaration de sous-traitance est réalisée après la notification du marché :**

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché public, le Titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance (DC4) contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique. La demande devra être impérativement transmise 15 jours avant toute intervention sur site du sous-traitant.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

Les sous-traitants doivent être agréés au minimum 15 jours avant toute intervention sur site. La présence sur site d'un technicien d'un sous-traitant non agréé entraînera l'éviction immédiate de ce dernier et une pénalité appliquée au Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 10.2 du C.C.A.P.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	11/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

ARTICLE 4 – CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D’OFFRE

4.1 – Généralités

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le Français.

Conformément à l’article R.2143-16 du code de la commande publique, les pièces accompagnant les dossiers de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d’une traduction en Français.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société (produire éventuellement un document donnant pouvoir au signataire d’engager la société).

4.2 – Candidature et offre

La sélection du candidat s’établira à partir du dossier de candidature.

Conformément aux dispositions des articles R.2143-13 et R.2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements :

- Que le Pouvoir Adjudicateur a la possibilité d’obtenir directement par le biais d’un système électronique de mise à disposition d’informations administré par un organisme officiel ou d’un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l’accès à ceux-ci soit gratuit.
- Qui ont déjà été transmis dans le cadre d’une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra en revanche fournir l’attestation du candidat dûment remplie et signée par la personne habilitée à engager la société et retransmettre les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

4.2.1 – Constitution du dossier de candidature

Chaque candidat doit présenter à l’appui de son dossier de candidature le dossier suivant :

1)° Une déclaration sur l’honneur pour justifier qu’il n’entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et notamment qu’il satisfait aux obligations concernant l’emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail (modèle annexé au DCE).

2°) La lettre de candidature valant acte de candidature (**formulaire DC1**).

3°) Déclaration du candidat (**imprimé DC2**).

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement sur le site : www.economie.gouv.fr

4°) En complément du formulaire DC2 ou équivalent, les documents et renseignements listés à l’article 2 de l’arrêté du 22 mars 2019 fixant les renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d’appréciation de leur capacité économique et financière, c’est-à-dire :

- Déclaration concernant le chiffre d’affaires global du candidat et le chiffres d’affaires concernant les services, objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

5°) Les documents et renseignements listés à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité techniques et professionnelles, c'est-à-dire :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- **Une liste de références des prestations, similaires à l'objet du marché, réalisées au cours des trois dernières années, notamment en milieu hospitalier avec précisions du nom des maîtres d'ouvrages publics ou privés ainsi que du montant HT des prestations et de la date de réalisation. Des attestations pertinentes de bonne exécution pourront être annexées au dossier.**

Niveau minimal d'expérience requise, effectif et capacité financière exigés :

Pour le Titulaire et le sous-traitant éventuel désignés au stade de l'offre	Compétences (Qualifications ou références équivalentes)	Effectif	Chiffre d'Affaires (CA) annuel
Lot unique	Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants (Certificats OPQIBI ou équivalent). Le candidat est invité à prouver (par tout moyen) ses compétences et son aptitude à <u>réaliser les prestations, objet du marché, sur toutes les installations, objet du marché, présentes sur site.</u>	EFF2	CA 1

CA1 : moins de 225K€ // EFF1 : Moins de 6 salariés // EFF2 : de 6 à 20 salariés

6°) Des autres pièces justificatives mentionnées notamment aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du code de la commande publique, à savoir :

1. Une attestation de régularité fiscale émise directement en ligne à partir de leur compte fiscal délivrée en 2026 par le comptable public ou équivalent
2. Une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf datant de moins de 6 mois.
3. Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusions mentionné à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique et conformément à l'article R. 2143-9 du même code, le candidat produit son numéro unique d'identification SIREN permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique.
4. Copie du ou des jugement(s) prononcé(s), si le candidat est en redressement judiciaire.
5. Copie d'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité.
6. Une déclaration sur l'honneur relative à l'embauche, ou non, des travailleurs étrangers, soumis à autorisation de travail (articles D 8254-1 et D 8254-2 du Code du Travail) en fournissant la liste précise pour chaque salarié : date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
7. Une Relevé d'Identité Bancaire (RIB) du compte sur lequel seront effectués les règlements et qui figure à l'acte d'engagement.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	13/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

DUME

Conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un Document Unique de marché européen électronique (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du code de la commande publique. Il sera rédigé en langue française.

4.1.1.1- Informations complémentaires sur le Dossier de la candidature.

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises.

Si le signataire des pièces de candidatures n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte telle qu'elle figure dans le Kbis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs économiques en produisant les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le Maître d'Ouvrage. En outre, il apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur.

Les mêmes documents devront être fournis par l'ensemble des membres d'un groupement candidat (cotraitants) en cas de réponse sous la forme d'un groupement, ou par les sous-traitants déclarés dès la remise de l'offre en cas de sous-traitance.

4.1.1.1- Possibilité de régularisation du dossier de la candidature.

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, la personne publique pourra demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidatures, en application de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique. Cette régularisation des candidatures sera effectuée dans un délai approprié fixé par la personne publique.

Or, si à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les opérateurs économiques n'ont toujours pas produits les documents demandés, ou si la personne publique décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

La sélection des candidats se fera sur la base de l'examen de leurs capacités techniques et financières respectivement appréciées notamment, au regard de leurs moyens humains, chiffres d'affaires, certifications et qualifications professionnelles et références de marchés similaires.

4.2.2 – Constitution du dossier d'offres technique et financière (projet de marché)

Chaque candidat formule son offre en produisant :

- 1. L'acte d'engagement** dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- 2. Les annexes financières, à l'acte d'engagement, dûment complétées :**
 - . La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), **sous format PDF et Excel ;**
 - . Le Bordereau des Prix unitaires (BPU) **sous format PDF et Excel ;**
- 3. Le mémoire technique et organisationnel (obligatoire en raison de sa valeur contractuelle. Ce document servira au jugement technique des offres)** comprenant tous les éléments demandés à l'article 6.2 du présent document.
- 4. L'attestation de visite,** dûment signée par la Direction des Travaux de l'Hôpital Marin.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	14/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

Nota 1 : Le candidat est dans l'obligation de renseigner l'ensemble des postes figurant dans le cadre DPGF et BPU et dans le cas contraire, le candidat devra apporter toutes justifications utiles. En outre, le candidat est tenu de respecter la présentation des cadres à renseigner tels que définis par l'administration

Nota 2 : les pièces du marché sont acceptées, sans réserve, par le Titulaire, par l'effet de la signature de l'acte d'engagement.

4.3 - Unité monétaire utilisée

Les candidats sont informés que le Maître d'Ouvrage souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : € Euro.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

5.1 – Remise des plis par voie électronique

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire en application de l'article R.2132-7 du code de la commande publique.

Les offres seront transmises en une seule fois. En application de l'article R.2151-6 du code de la commande publique, si plusieurs plis sont successivement transmis par un même candidat soumissionnaire, seul est ouvert le dernier pli reçu par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Le dépôt des plis par voie électronique est possible exclusivement via le profil acheteur du Maître d'Ouvrage, sur la plateforme des achats de l'Etat « PLACE » à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Un guide d'utilisation et un service d'assistance, à destination des candidats, sont disponibles sur le site « PLACE » dans l'onglet « Aide ».

Les plis électroniques devront impérativement être déposés sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limites de remise des plis indiquées en page de garde du présent document.

La procédure est gratuite. Seuls les frais d'accès au réseau internet et ceux relatifs à l'obtention et l'utilisation le cas échéant des certificats de signature électronique sont à la charge des candidats.

5.1.1 - Présentation du pli dématérialisé

Il est rappelé aux candidats que l'utilisation, dans leur offre, du logo de l'AP-HP ou tous autres signes distinctifs propriétés de l'AP-HP est interdite.

Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée de deux dossiers intitulés :

- ☒ « **candidature** » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 4.2.1 du présent règlement de consultation)
- ☒ « **offre technique et financière** » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 4.2.2 du présent règlement de consultation).

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	15/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

5.1.2 - Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

Le nom des fichiers des pièces « importantes » sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence.

. le nom de la société : il peut être entier, ou bien être raccourci, suivi de la désignation de la pièce qui doit être la plus claire et la plus simple possible.

. l'acte d'engagement

. DPGF

. le Dc1

Exemple :

Martin AE

Martin DPGF

5.1.3 - Transmission et signature électronique

Pour répondre sous forme dématérialisée le candidat doit être inscrit sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> et la personne habilitée à engager le candidat peut être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexe financière) pourront être signés à l'aide d'un certificat électronique valide.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité, en cas d'attribution, à signer sous forme matérialisée, les principaux documents constitutifs de son offre, soit : l'acte d'engagement et les annexes financières.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS »). Les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique, utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre état-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 précité.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs.

ATTENTION : Pour pouvoir faire une réponse électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme (disponibles sur la plateforme après son inscription).

L'utilisation de la plateforme pouvant nécessiter un temps d'adaptation, il est vivement recommandé aux candidats de prévoir un délai laissant une marge suffisante pour transmettre leur réponse dématérialisée avant l'heure de clôture de la consultation (notamment en cas de connexion internet fluctuante ou de fichiers volumineux).

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	16/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

Afin d'acquiescer ses instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :
« <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> ».

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plateforme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, il faudra, en plus, utiliser l'outil de cosignature, comme indiqué à l'article 3.2.1 du présent document.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun des documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs de la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat peuvent être signés avec la fonctionnalité de la signature individuelle de documents, accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- . 1°) La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- . 2°) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent, le cas échéant, électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

5.1.4 - Sécurité et confidentialité des réponses

Les échanges sont sécurisés grâce au protocole https.

La confidentialité des informations contenues dans les réponses envoyées par voie dématérialisée est garantie par le chiffrement des fichiers transmis.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	17/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

5.1.5 - Anti-virus

Le candidat s'assurera avant l'envoi de son pli et/ou de son support physique électronique (copie de sauvegarde) que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Attention

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit être traité par le candidat par un antivirus régulièrement mis à jour.

5.1.6 – Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique, en complément de son offre électronique, le candidat peut envoyer une copie de sauvegarde, de celle-ci, dans les conditions fixées par arrêtés du ministre chargé de l'économie (arrêtés du 22 mars 2019 et du 14 avril 2023 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et copie de sauvegarde).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

**« NOM DU CANDIDAT »
« COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »
CONSULTATION N° TRAHEND601
ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE CONTRAT CVCD 2026-2029 - HOPITAL MARIN DE HENDAYE**

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres, à l'adresse suivante :

**HOPITAL MARIN (AP-HP)
Cellule des marchés publics-secteur travaux - Bâtiment ERLAITZA - 1er étage
BP 40139 - Route de la Corniche
64701 HENDAYE Cedex**

Cette copie peut être :

- Soit expédiée par courrier (l'usage du recommandé avec demande d'acté de réception est ici préconisé) à l'adresse mentionnée ci-dessus.
- Soit remise en mains propres contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus.
- Soit adressée par voie électronique (support dématérialisé), au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

En cas de remise du pli en mains propres, l'attention des candidats est appelée sur le fait que la remise des plis dans les bureaux de la Cellule des marchés publics (Bâtiment ERLAITZA –1^{er} étage – N° 19 sur le plan) s'effectue **du lundi au vendredi de 09H00 à 12H00 et de 12H30 à 16H30**, sauf week-end et jours fériés.

Une fois que le candidat a expédié ou déposé son pli de sauvegarde (contre récépissé), il ne peut ni le retirer, ni modifier son offre.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 :

- 1°) Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2°) Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	18/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée, elle est détruite.

5.1.7 - Gestion des hors délai

Seuls pourront être examinés les plis reçus à la date et heure limites fixées pour leur réception. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et l'heure limites de dépôts des candidatures et des offres telles qu'indiquées en 1^{ère} page du document, sera considéré comme hors délai.

Les dossiers qui ne seraient pas remis conformément aux modalités définies, ci-dessus ou reçus après la date et l'heure limites fixées à la page de garde du présent document ne seront pas retenus ; ils ne seront pas ouverts et/ou seront renvoyés à leurs auteurs.

NB : il est rappelé que la date limite fixée correspond à l'horodatage de la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Le délai de téléchargement et ses risques inhérents doivent être pris en compte par les candidats.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	19/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

ARTICLE 6 – ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 - Enregistrement des offres et sélection des candidatures

Il est procédé à l'ouverture des plis ainsi qu'à l'enregistrement des candidatures et des offres en séance non publique. Les conditions d'examen et d'élimination des candidatures sont celles prévues notamment aux articles R. 2144-1 à 7 du code de la commande publique.

6.2 - Jugement des offres

Les conditions d'examen et d'élimination des offres par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur sont celles prévues notamment aux articles R. 2152-1 à 11 du code de la commande publique. Les offres seront appréciées au moyen de la liste des critères suivants, (publiés dans l'Avis d'Appel Public à Concurrence) :

Critères d'attribution (sur 100 Points) : l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

1	Proposition financière	50 POINTS
	<p>Le critère financier sera noté de manière proportionnelle par rapport à l'offre la moins élevée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prix Global et Forfaitaire (DPGF) - (45 points) - Prix sur la base d'un scénario prévisionnel de la consommation des articles du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) - (5 Points) 	
2	Valeur technique de l'offre appréciée par les éléments remis dans le cadre du mémoire technique et organisationnel du candidat comportant les éléments suivants :	45 POINTS
2.A	<p>Moyens organisationnels avec notamment le respect des délais contractuels et l'obligation de résultat (sur 20 points) concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'organisation de l'astreinte. (10 points). - L'organisation des prestations, dont celles éventuellement sous-traitées, (interventions lors des maintenances préventives et correctives, organisation lors des congés scolaires, organisation lors des périodes estivales, organisation lors des grèves du Titulaire, etc.). - (10 points). 	20 Points
2.B	<p>Moyens humains et matériels mis à disposition pour l'exécution du marché (sur 15 points) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation de l'organigramme spécifique de l'équipe dédiée au marché (CV du référent technique ainsi que des techniciens prévus (pour la maintenance et l'astreinte) avec copie des certificats de compétences professionnelles (ou équivalent) en cohérence avec les prestations, objet du marché. (10 points) - Présentation des moyens matériels mis spécifiquement à la disposition du marché. (5 points). 	15 Points
2.C	<p>Eléments « back office » liés aux prestations de maintenance (sur 10 points) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du plan de maintenance préventive avec gammes de maintenance associées et de maintenance curative. (5 points) - Procédure mise en œuvre pour la bonne tenue des carnets d'entretien. (3 points) - Méthodologie de la gestion des rendus administratif (compte-rendu, devis, facturation, etc.) avec notamment le respect des délais. (2 Points) 	10 Points
3	Mesures mises en œuvre en matière de respect de l'environnement/développement durable/HQE pour la réalisation des prestations objet du marché :	5 POINTS
	<ul style="list-style-type: none"> - Mesures proposées pour le traitement des déchets (tri, collecte, enlèvement, périodicité, etc.) (3 Points). - Présentation des méthodologies et des produits qui seront employés pour intégrer les démarches HQE. (2 Points). 	

6.2.1 – Modalités relatives au jugement des offres

Dans le cadre de la procédure adaptée avec négociation, et conformément à l'article R.2152-1 du code de la commande publique, les offres inappropriées sont éliminées.

Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation a pris fin les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

NB :

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

Conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique :

Dans toutes les procédures, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Une offre peut être déclarée inacceptable si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas à l'HOPITAL MARIN-APHP de la financer.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse. En application des articles R. 2185-1 et 2 du code de la commande Publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Au vu des critères d'attribution définis à l'article 6.2 du présent document, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'additions ou de report seraient constatées dans la décomposition d'un prix ou dans le sous-détail figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus son offre est éliminée comme non cohérente.

6.3 – Négociations

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'engager éventuellement des négociations avec les soumissionnaires (le Maître d'Ouvrage ou son représentant diligentera cette négociation).

Les négociations porteront notamment sur les points suivants :

- Un échange sur les moyens d'améliorer la qualité des offres en faisant évoluer le Cahier des Clauses Techniques Particulières initial et/ou les annexes financières de l'Acte d'Engagement tout en respectant l'égalité des candidats.
- L'effort tarifaire demandé au candidat pour se mettre en conformité avec le budget de la personne publique.

Dans ce cas, le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) pourra être modifié par l'administration contractante suite à ces négociations. Les candidats seront alors invités à télécharger le nouveau Cahier des Clauses Techniques Particulières et un nouvel acte d'engagement, puis invités à remettre une nouvelle offre conformément aux conditions définies ci-dessus.

En application de l'article R.2123-5 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base de l'offre initiale sans négociation.

ARTICLE 7 – NOTIFICATIONS DES RESULTATS

A l'issue de la présente consultation et avant toute notification définitive du marché, en cas d'absence dans le dossier de candidature des attestations de régularités fiscales et sociales ou équivalents cités à l'article 4.2.1 6 °du présent règlement de consultation, le candidat attributaire devra obligatoirement produire ces documents sous un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande de la cellule des marchés publics envoyée via la messagerie sécurisée de la plateforme dématérialisée de l'état (PLACE).

Le candidat attributaire est l'opérateur économique qui à l'issue de l'analyse technique et financière de l'ensemble des offres a été classé en 1^{ère} position.

Au cas où ces documents ne parviendraient pas à l'AP-HP HOPITAL MARIN dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (article R. 2144-7 du code de la commande publique).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code du travail.

Conformément à l'article R.2152-13 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché avant signature. Cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre.

Dès réception, des imprimés OUV7 et des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent (pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail), l'ensemble des candidats est informé par courrier transmis par voie électronique. Un courriel est adressé aux candidats non retenus, via la messagerie sécurisée de la plateforme « PLACE », les informant du rejet de leur offre dans les conditions prévues dans le code de la commande publique en vigueur.

Si la signature électronique est invalide, l'attributaire du marché devra signer l'acte d'engagement et ses annexes financières ; cette signature conditionnera la validité du marché.

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat reçoit via la plateforme de dématérialisation une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes.

Si le candidat souhaite procéder au nantissement des créances nées de l'exécution du marché, il lui appartient de solliciter la remise d'une copie revêtue de la mention « exemplaire unique » conformément à l'article R.2191-46 du code de la commande publique. Le candidat prendra contact avec la cellule des marchés publics par courriel à l'adresse suivante :

hnd-cellule-des-marches@aphp.fr

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	23/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

ARTICLE 8 –VOIES DE RECOURS

8.1 - Introduction des recours

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal Administratif de PAU - Villa Noulibos – 50, cours Lyautey - 64010 Pau Cedex

Tél. : 05.59.84.94.40 – Fax : 05.59.02.49.93 – Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES – VISITE SUR SITE OBLIGATOIRE

9.1 - Renseignements complémentaires

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser leurs questions, sur un fichier informatique type word ou pdf, au plus tard le **13/02/2026 avant 18H00** à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

La cellule marchés publics transmettra les réponses à ces questions au plus tard le : **17/02/2026 avant 18H** par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

9.2. - Visite sur site obligatoire et traitement des questions

Les candidats établiront leur offre après une visite sur site des bâtiments et installations concernés par les prestations. La visite est obligatoire et conditionne la validité de l'offre.

Les visites du site se dérouleront au cours des 3 jours suivants : jeudi 05/02/2026, vendredi 06/02/2026 et lundi 09/02/2026.

Il appartient aux candidats désirant effectuer une visite des lieux de contacter, au préalable, et ceci avant le 09/02/2026, le secrétariat des Services Techniques au 05.59.48.08.25 afin de prendre rendez-vous avec M. Bertrand BOCHE, Responsable de la Maintenance.

Les candidats devront se munir de l'attestation de visite annexée au DCE. A l'issue de la visite ce document sera signé par M. Franck DUPONT, Responsable des Travaux et des Services Techniques de l'établissement, ou son représentant.

L'attestation de visite sera à joindre obligatoirement lors de la remise du dossier.
Toute offre ne comportant pas ce document se verra irrecevable.

9.2.1 – Questions pendant la visite

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat pendant la visite.

Le candidat doit poser ses questions via l'espace « question » associé à la consultation de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr> (voir article 9.1 ci-dessus).

A Hendaye, le 30 janvier 2026

PO/

Delphine BART, Directrice
Représentante du Pouvoir Adjudicateur
Par Délégation du Directeur Général de l'AP-HP

Delphine BART

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	24/24
RC	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	